

51 élu.e.s finistérien.ne.s demandent au président Macron de tout faire pour libérer Salah Hamouri

À l'initiative de Piero Rainero, élu communiste à Quimper, prolongée par Ismaël Dupont et Jacqueline Héré, élu.e.s communistes à Morlaix et Brest et d'autres élu.e.s : 51 élu.e.s finistériens ont signé une lettre ouverte au président de la République pour que la France intervienne au plus vite pour la libération de notre compatriote M. Salah Hamouri, emprisonné en Israël.

D'autres élu.e.s finistérien.ne.s peuvent encore signer cette lettre ouverte au président de la République contre l'injustice et la violation de l'état de droit que constitue cette arrestation administrative et politique.



Lettre ouverte à

Monsieur le Président de la République

55, rue du Faubourg Saint-Honoré

75 008 PARIS.

***Demande d'intervention de la France pour la
libération de notre compatriote Monsieur Salah***

Hamouri emprisonné en Israël.

Monsieur le Président de la République,

Nous avons l'honneur d'attirer votre attention sur la situation de notre compatriote Monsieur Salah Hamouri, 32 ans, avocat spécialisé dans la défense des Droits de l'Homme, emprisonné en Israël depuis le 23 août dernier sans qu'aucun motif ne lui ait été signifié, ni à ses avocats.

Un tribunal israélien a décidé il y a quelques jours son maintien en « détention administrative » pour une durée de 6 mois renouvelable sans aucune inculpation ni jugement. Il s'agit là d'une procédure héritée du mandat britannique sur la Palestine au début du siècle dernier qu'appliquent les autorités de Tel-Aviv et qui peut conduire à des internements administratifs par périodes de 6 mois renouvelées indéfiniment sans aucun jugement.

L'arbitraire a déjà marqué la vie de ce jeune avocat franco-palestinien demeurant à Jérusalem. Il a dû subir en effet, alors qu'il était étudiant, de 2005 à 2011, 7 longues années de prison reposant sur des accusations infondées, les faits qui lui étaient reprochés n'ayant jamais, et pour cause, été établis. Le Président Nicolas Sarkozy et le Ministre des Affaires Étrangères de l'époque, Monsieur Alain Juppé, prenant acte de cette absence totale d'éléments à charge, étaient intervenus auprès du gouvernement israélien pour obtenir sa libération. Dans un communiqué le Ministère des Affaires Étrangères s'était même « réjoui » de cette libération.

L'acharnement contre Monsieur Salah Hamouri, qui vise à travers lui la lutte légitime du peuple palestinien pour le respect de ses droits et de sa liberté, pour le respect des décisions de l'ONU, n'a que trop duré.

Aujourd'hui face à un tel arbitraire notre compatriote ne peut compter que sur les autorités françaises pour retrouver la liberté.

Nous nous permettons de vous indiquer que de très nombreuses associations, la Ligue des Droits de l'Homme, Amnesty International, l'Union Juive pour la Paix, le Syndicat des Avocats de France, l'Association France-Palestine Solidarité, entre autres, réclament la libération immédiate de Monsieur Salah Hamouri. De même que des personnalités aussi diverses que MM. Michel Warschawski (historien israélien, fils de l'ancien Grand Rabbin de Strasbourg), Pierre Joxe (ancien ministre), Christiane Hessel (veuve de M. Stéphane Hessel), Jean Ziegler (vice-président de la commission des Droits de l'Homme de l'ONU), Rony Brauman (fondateur de Médecins sans Frontières), Michel Tubiana (Président d'honneur de la LDH), Richard Falk (professeur de droit international aux USA), ainsi que des députés, des sénateurs, des syndicalistes, des intellectuels, des journalistes, des artistes...Des conseils municipaux, départementaux ont également adopté des vœux en ce sens.

Nous vous demandons par conséquent, Monsieur le Président de la République, d'agir au plus vite et avec fermeté, de faire entendre la voix de la France pour exiger la libération de l'un des siens comme vous avez su le faire pour obtenir la libération des prisons turques du journaliste Monsieur Loup Bureau.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.



Les 51 signataires finistérien.ne.s au 7 octobre 2017 :

BELLEC Claude, conseillère municipale déléguée de Brest, PCF

BERGOT Bertrand, conseiller municipal de Carhaix

BEUZIT Michèle, maire de Lannéanou

CLOAREC Jean-Pierre, conseiller municipal de Morlaix,
coopérative citoyenne

CORRE Christian, conseiller municipal de Plourin lès Morlaix

CREIGNOU Michel, adjoint au maire de Guissény

DUPONT Ismaël, élu à Morlaix et Morlaix-Communauté, PCF-Front
de gauche

GOUÉDARD Hervé, conseiller municipal de Morlaix, PS

GRAMOULLÉ Gilbert, conseiller municipal et communautaire de
Quimper, PS

GRIVEAU Jean-Louis, conseiller municipal de Douarnenez,
Ensemble Douarnenez

GUEGUENIAT Paul, conseiller délégué à Saint-Yvi, UDB

GUELLEC Éric, conseiller municipal de Brest, vice-président de
Brest Métropole, PCF

GUÉMÉNÉ Yannick, élu à Plouégat Guerrand et délégué à Morlaix-
Communauté

GUILLEMOT Matthieu, conseiller municipal et communautaire de
Poher Communauté, NPA

HÉRÉ Jacqueline, adjointe au maire de Brest, PCF

HÉRÉ Roger, conseiller municipal de Plouigneau, PCF-Front de
gauche

HUON Joëlle, conseillère municipale de Plouigneau, conseillère départementale, PS

JAOUEN Roland, conseiller municipal de Plonéour-Lanvern, FI

JEUDY Jean-Pierre, maire honoraire de Carhaix

KERGUILLEC Julien, conseiller municipal de Pleyber-Christ, FI

KERVEN Anne-Marie, adjointe au maire de Brest, UDB

LAINÉ Jérémy, adjoint au maire de Guimaëc, PCF

LE BELLEC Étienne, conseiller municipal du Guilvinec, PCF

LE BIGOT Daniel, conseiller municipal de Quimper, EELV

LE BRAS Olivier, conseiller régional, PS

LE BIHAN Marie-Madeleine, adjointe au maire de Rosporden, divers gauche

LIZIAR Pierre-Yves, conseiller municipal du Relecq-Kerhuon, PCF

LUCAS Jean-Michel, conseiller municipal et communautaire de Landeleau, FI

MAZELIN Isabelle, adjointe au maire du Relecq Kerhuon, PCF

MOISAN Yves, maire de Plouézoc'h, vice-président de Morlaix Communauté, PS

NOLL Sarah, élue à Morlaix et Morlaix-Communauté, coopérative citoyenne

OLIVIER Alain, conseiller municipal de Plozévet

PARCHEMINAL Jean-Michel, maire de Plounéour-Menez

PEREIRA Véronique, maire du Cloître Saint Thégonnec

PIERRET Sorence, conseillère municipale de Douarnenez,

Ensemble Douarnenez

PIRIOU Thierry, maire de Pleyber-Christ, PS

QUELENNEC Ludovic, conseiller municipal de Kerlaz, PCF

QUEMENER Paul, maire de Berrien

RAINERO Piero, conseiller municipal de Quimper, PCF

RANNOU Jacques, maire-délégué de Kernevel, PCF

REBOURS Alain, conseiller municipal de Plounéour-Menez,
Ensemble

RICHARD Anita, conseillère municipale de Rosporden, PCF

RIVIÈRE Gilles, conseiller municipal de Châteauneuf du Faou,
PCF

SCATTOLIN Valérie, conseillère municipale de Morlaix, FDG

STERVINOU Matthieu, conseiller municipal de Quimper, PS

TANGUY Jean-Marc, conseiller départemental, élu municipal et
communautaire de Quimper, PS

TROADEC Christian, maire de Carhaix, conseiller départemental

TUPIN Hugues, conseiller municipal de Douarnenez

TURLAN Émile, conseiller municipal de Landivisiau

VERMOT Jean-Paul, conseiller départemental, élu municipal et
communautaire de Morlaix, PS

VIGNON Laurence, conseillère municipale de Quimper, PS

Les communistes présent.e.s pour la Paix et les droits des peuples !



23 septembre : rassemblement et marche pour la Paix à Brest...

D'abord square Kennedy auprès du stand de la CGT installé pour la foire St Michel et qui distribuait des tracts pour la Paix et le Désarmement, avec prise de parole de Antoinette Le Hénaff pour Le Mouvement de la Paix et de Ismaël Dupont pour le PCF, et ensuite cours D'Ajot et auprès du mémorial américain de Brest, en présence de Eric Guellec, vice-président communiste de BMO, de Jean-Paul Cam, secrétaire de section PCF de Brest. Une petite mobilisation avec des militants du Mouvement de la Paix, du PCF, et des écologistes.



...et à Quimper



Ce matin à Quimper sous un soleil éblouissant (mais oui!) j'ai, nous avons marché pour la paix !

Une bonne centaine de personnes se sont rassemblées en fin de matinée aux abords du marché du Stéir sur le pont Médard, décoré pour la circonstance de banderoles pacifistes.

De nombreux syndicalistes de la CGT étaient présents, dont Thierry Gourlay, secrétaire régional, Véronique Roudaut, secrétaire départementale, Sandrine Allain, secrétaire de l'UL CGT de Quimper.

Des communistes aussi, dont l'élu quimpérois Piero Rainero.

Yves Jardin, de l'AFPS, était venu avec un grand portrait de Salah Hamouri qui nous a accompagné pendant cette marche.

Christian Colimard pour le Mouvement de la Paix a pris la parole pour situer le sens de ces marches qui ont lieu ce jour dans plusieurs dizaines de villes françaises.

Les « marcheurs », pacifiques ceux-là!, ont emprunté la rue Kéréon puis marqué un arrêt devant la mairie.

Ils ont ensuite gagné le jardin de la Paix, rue des Doves, très beau jardin méditerranéen dédié à la Paix avec des oliviers, des inscriptions et mosaïques sur le sol, dont la colombe de Picasso.

Jardin lui aussi décoré de panneaux, banderoles, drapeaux, par les militants du Mouvement de la Paix.

Pour finir, Yves Jardin a pris la parole pour évoquer la situation de Salah Hamouri et des prisonniers politiques palestiniens victimes d'une guerre d'occupation qui n'en finit pas.



Pour rappel le communiqué du PCF Finistère appelant à cette journée organisée partout en France par le Mouvement de la Paix.

Le 23 septembre, tous ensemble pour la Paix à Quimper et à Brest !

La Fédération du Parti Communiste Français du Finistère appelle les citoyens qui veulent que la France s'engage enfin, à rebours de la politique de Jean-Yves Le Drian et Macron, pour la Paix, le désarmement et le désarmement nucléaire, à se mobiliser le samedi 23 septembre 2017 à l'occasion de la grande journée internationale de la Paix.

Le collectif national « En marche pour la Paix » regroupe plus d'une centaine d'organisations: syndicales, politiques, humanitaires, dont le PCF.

Il appelle à faire du 23 septembre, partout en France, une journée de mobilisation forte contre les logiques guerrières, de surarmement, d'augmentation des budgets militaires et de commerce de la mort. Le 7 juillet dernier, l'ONU adoptait un traité d'Interdiction des armes nucléaires. Nous demandons que la France le ratifie! Nous n'acceptons pas l'ambition proclamée par Macron de porter le budget de la Défense à 2% du PIB dès 2022, soit 50 milliards d'euros contre 32,7 milliards aujourd'hui (dont 3,5 milliards pour les armes nucléaires).

Cette augmentation qui gave les industries d'armement va de pair avec une augmentation de la vente d'armes au niveau mondial. La guerre est un des commerces les plus lucratifs, qui renforce les inégalités, la pauvreté, les déséquilibres nord-sud et territoriaux, tout en s'en nourrissant, c'est pourquoi la paix doit être un projet politique prioritaire. Seulement 5% des dépenses militaires mondiales pendant 10 ans permettraient, si elles étaient affectés à des objectifs de développement, de conjurer à l'échelle mondiale le problème de l'alimentation en eau potable, de la faim, de l'analphabétisme, des principales maladies, selon le programme des Nations Unies pour le Développement.



Dans un contexte international marqué par la recrudescence des conflits meurtriers et foyers de tension extraordinairement dangereux, nous voulons une diplomatie au service de la paix, de la solution pacifique des conflits. Nous sommes stupéfaits par les déclarations guerrières irresponsables de dirigeants parmi les plus puissants de notre planète et inquiets devant la politique dangereuse de l'OTAN.

Fédération PCF du Finistère le 21 septembre 2017.

rencontre de solidarité avec la Palestine à Brest et rassemblement de soutien à Salah Hamouri à Quimper

Cette semaine, le groupe local de l'AFPS reçoit ses partenaires palestiniens du camp de réfugiés de Jalazone, en Cisjordanie.



Moussa et Youssef, deux responsables de l'association de soutien aux personnes âgées du camp, seront à Brest du 13 au 18 septembre.

Sur la base de l'appel du Collectif national pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens, le groupe de l'Association France-Palestine Solidarité et la section du Pays de Brest du PCF organisent une rencontre fraternelle entre militants brestois et invités palestiniens

le jeudi 14 septembre à 12h au 6 rue André Berger (arrêt de tram Saint-Martin)

Ce sera aussi l'occasion de découvrir la vie dans le camp de réfugiés de Jalazone et le partenariat de l'AFPS avec leur

association « *Palestinian Aged Friends Charitable Society* ».



Le groupe AFPS de Brest a lancé en 2012 un projet de partenariat avec l'association « *Palestinian Aged Friends Charitable Society* », qui vient en aide aux personnes âgées du camp de réfugiés de Jalazone, à 7km au nord-est de Ramallah en Cisjordanie.

Créé suite à la création de l'État d'Israël et de la fuite de la population devant la violence des milices sionistes, il s'étend sur environ 25 hectares et compte aujourd'hui plus de 10 000 habitants. Situé en zone C, en Cisjordanie occupée, sous autorité israélienne complète, il reçoit toutefois l'appui de l'UNRWA (l'office des Nations unies pour les réfugiés palestiniens) notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé. L'éducation, le chômage des jeunes, l'accès à l'eau et aux soins médicaux sont les problèmes majeurs du camp.

Le but de l'association est de rendre des services de première nécessité (fourniture de repas, de médicaments, partenariat avec le Centre de réhabilitation psychologique, réhabilitation des logements, activités de loisirs...) aux personnes âgées du camp de réfugiés (et éventuellement des villages alentours) et de rompre leur isolement.

La fédération du Finistère du PCF appelle au rassemblement pour exiger la libération de Salah Hamouri ce jeudi 14 septembre à 18h place de la

Résistance à Quimper.



L'association France Palestine Quimper appelle à un rassemblement jeudi pour demander la libération de Salah Hamouri, un Franco-palestinien de 32 ans, né et habitant Jérusalem, actuellement en détention. *« Salah Hamouri, ce n'est pas un cas isolé, il est emblématique des prisonniers palestiniens qui connaissent l'arbitraire et l'acharnement, les difficultés du regroupement familial »*, affirme Yves Jardin.

Salah Hamouri était venu à Quimper en septembre 2012 après sa libération dans le cadre d'un échange de prisonniers en décembre 2011, après avoir été condamné en plaider coupable pour une participation supposée à la tentative d'assassinat d'un rabbin.

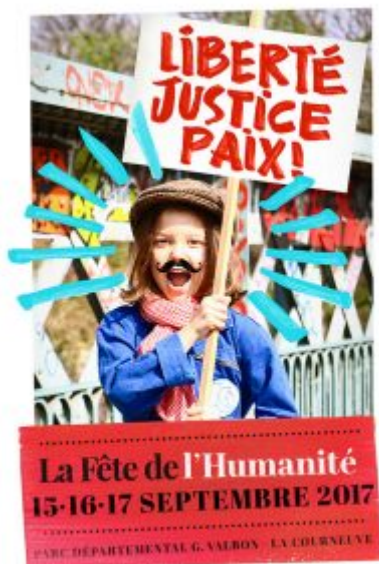
Un procès dont le déroulement avait incité Alain Juppé, alors ministre des Affaires étrangères, à regretter une *« absence de remise de peine, d'autant que les aveux faits à l'audience n'ont été corroborés par aucun élément de preuve »*.



Une nouvelle audience est attendue aujourd'hui

En 2014 **Salah Hamouri** est devenu avocat et défenseur des prisonniers palestiniens. Cette année-là, il a épousé une Française travaillant au consulat de France, interdite de territoire par les autorités israéliennes après la naissance de leur enfant. Le 23 août dernier, Salah Hamouri a de nouveau été arrêté à son domicile. Une semaine après, un tribunal d'instance a décidé de sa libération sous condition. Il a alors fait l'objet d'une détention administrative puis d'une condamnation à trois mois de prison pour purger sa peine non exécutée lors de sa libération de 2011. Une nouvelle audience est attendue aujourd'hui pour statuer sur son sort. « *Nous demandons l'intervention du Président de la République et du gouvernement, une libération immédiate et sans condition de Salah Hamouri* », a annoncé **Yves Jardin**.

Débat sur l'Irlande et le Royaume Uni d'après Brexit à l'espace Bretagne de la Fête de l'Huma



À la Fête de l'Huma

Espace de débats Bretagne (angle de l'avenue Martin Luther King – et de l'avenue Raymonde Tillon)

Samedi 16 septembre à 17h :
Débat organisé par la Fédération du Finistère du
PCF :

Le Royaume-Uni après le Brexit



Avec Philippe Marlière

politiste spécialiste du Labour et du Royaume-Uni, universitaire à Londres, auteur de nombreux articles et analyses pour la presse française



Anne Sabourin

représentante du PCF au sein du Parti de la gauche européenne



Jean-Michel Galano

militant communiste, philosophe, bon connaisseur de l'Irlande et du Royaume-Uni



Débat animé par **Ismaël Dupont** et qui s'inscrit dans la suite de l'initiative de solidarité et de rencontre PCF-SINN FEIN de Paris à l'automne 2016 et du Finistère (BREST, MORLAIX, ROSCOFF) au mois de mai 2017.

Comment analyser les causes du Brexit ?

Quelles sont ses conséquences économiques, sociales, politiques déjà avérées ? Celles qui sont à prévoir ? Quelles perspectives pour l'Écosse et l'Irlande du Nord, le capitalisme anglais, notamment ?

Comment décrire la politique de Theresa May qui a conduit à un échec électoral relatif aux élections législatives anticipées de juin dernier ?

Quelles alternatives progressistes en Grande-Bretagne, en Irlande du Nord ?

En quoi l'épisode du *Brexit* doit-il être le catalyseur de la construction d'un autre projet européen, social, démocratique, respectueux des peuples ?